

5. La sécurité humaine et le recours à la force

Selon le ministre Axworthy, la crise du Kosovo « constitue l'expression concrète de cette dynamique » et la campagne aérienne de l'OTAN « devait servir à rectifier l'opinion erronée selon laquelle force militaire et programme de sécurité humaine seraient mutuellement exclusifs ».⁵ De telles déclarations reviennent à approuver le précédent du recours à la force dans la pratique de la sécurité humaine. Plus récemment, la question de la protection des civils par une intervention forcée de la communauté internationale a été abordée par le Secrétaire général des Nations Unies et par le ministre Axworthy à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 1999.

La question de savoir si le recours à la force était conforme à l'éthique et aux objectifs de la sécurité humaine a fait l'objet d'un débat animé parmi les participants. Plus particulièrement, ces derniers se sont demandés si l'intervention au Kosovo était en accord avec les principes de la sécurité humaine. La plupart d'entre eux approuvent l'usage de la force dans certaines circonstances. Pour rétablir la sécurité humaine en cas de déliquescence de l'État, il peut être nécessaire d'intervenir par la force dans les affaires d'États souverains. Tous les participants étaient d'avis que l'engagement d'une alliance militaire dans ce type d'intervention constitue une rupture avec la pratique internationale passée et nécessite une analyse plus poussée.

Cinq problèmes clés, essentiels en ce qui concerne le rapport entre le recours à la force et la sécurité humaine, ont été soulevés comme pouvant faire l'objet d'études futures :

- Le Kosovo peut être considéré comme un cas d'atteinte à la sécurité d'un groupe de personnes pour rétablir celle d'un autre. Certains ont expliqué que l'intervention au Kosovo reposait sur l'idée de mettre les Serbes du Kosovo en situation d'insécurité afin que les Albanais du Kosovo ne le soient plus. Étant donné le nombre de conflits où deux factions hostiles et violentes ne peuvent trouver la sécurité qu'au détriment de celle de l'autre, il faut se demander dans quelle mesure on peut employer la force pour garantir la sécurité à long terme des *deux* parties, car il y a peut-être une contradiction inhérente à le faire.
- Le Kosovo peut également être considéré comme l'échec de la sécurité humaine comme stratégie préventive. Dans quelle mesure le recours éventuel à la force par une alliance militaire sape-t-elle l'aspect préventif de la sécurité humaine? Il faut se le demander en songeant que la sécurité humaine pourrait devenir, comme l'a dit un participant, une nouvelle « *raison d'être* » de l'OTAN dans le monde de l'après-guerre froide, et en pensant aux conséquences pour l'ONU.
- La pratique de la sécurité humaine s'est concentrée jusqu'à présent sur des activités et des questions militaires (intervention par la force, armes de petit calibre, mines, etc.). De plus,

⁵ Voir « Le Kosovo et le programme de la sécurité humaine - Notes pour une allocution de l'honorable Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, à l'École des relations publiques et internationales Woodrow Wilson, Université Princeton, 7 avril 1999.